

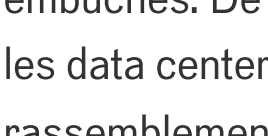
Luttes

Y a-t-il une lutte écologiste près de chez vous ? Notre carte de France



Par [Laury-Anne Cholez](#), [Léa Guedj](#)
24 avril 2026 à 15h41

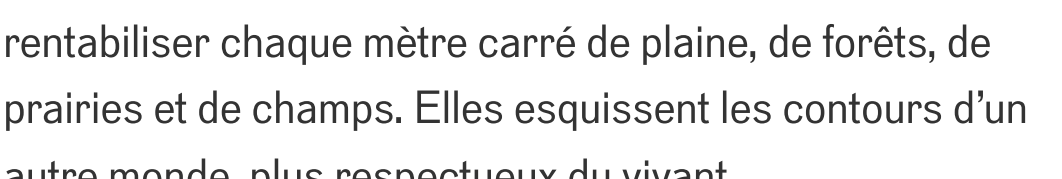
Mis à jour le 24 avril 2026 à 16h48
Durée de lecture : 9 minutes



Nouveaux collectifs, nouvelles victoires : Reporterre publie une version actualisée de sa carte des luttes locales en France. Le combat contre les data centers prend de l'ampleur.

626 luttes. 626 collectifs qui se battent contre la bétonnisation du territoire. 626 raisons de garder espoir. Reporterre publie une mise à jour de sa carte des luttes, lancée en [2019](#).

Ce travail constitue un suivi unique de l'évolution des mouvements écologistes en France. La lutte contre les infrastructures de transport (routes, autoroutes...) reste très vivace, tout comme celles contre les fermes-usines et les entrepôts. Certains collectifs sont présents dans notre carte depuis le début et ne lâchent pas l'affaire malgré les embûches. De nouvelles catégories sont apparues, comme les data centers. De nouvelles coalitions, soit des rassemblements de plusieurs collectifs, alliées contre les routes, les aéroports, les fermes-usines, etc. sont nées afin de s'aider face à l'adversité.



Cette carte ne se veut pas exhaustive mais dessine une tendance : des habitantes et habitants qui se politisent face à l'intoxication du monde mais qui ont rarement les honneurs de la presse. Voire sont traités d'écoterroristes, comme cela a été le cas pour les opposants aux mégabassines.

Pourtant, ces collectifs remportent des victoires : nous en avons dénombré 221. Elles sont autant de coups de boutoir contre les bétonneurs de tout poil qui veulent rentabiliser chaque mètre carré de plaine, de forêts, de prairies et de champs. Elles esquissent les contours d'un autre monde, plus respectueux du vivant.

1 – Les carrières cherchent à s'allier

S'allier pour mieux lutter. Voici l'objectif de la nouvelle coalition Fin de carrière [\(1\)](#) en cours de constitution avec 32 associations disséminées dans toute la France. De quoi visibiliser les méfaits de ces sites, « *berceaux de la bétonnisation des sols* », selon Jean-Luc Vrignon, du collectif Carrière du Tahan qui lutte contre l'exploitation d'une carrière en Loire-Atlantique – [2,6 millions de tonnes de granulats](#) à extraire pour fournir du béton au BTP.

Il estime que la nature de cette industrie a bien changé. « *Autrefois, les carrières étaient plus petites, déformaient moins le paysage, étaient intégrées dans une économie locale et donc mieux acceptées. Lorsqu'elle était abandonnées, elles étaient laissées à la nature et devenaient des lieux très beaux* », se souvient-il.

Aujourd'hui, les petites entreprises locales ont cédé la place aux géants du bâtiment, comme Lafarge et consorts, qui n'ont que faire des considérations écologiques. À 30 kilomètres au sud de Rouen, cette entreprise exploite ainsi le sable de manière intensive depuis près de trente ans. « *On aimerait que le sujet des carrières devienne un objet médiatique, comme pour les algues vertes ou les pesticides* », espère Jean-Luc Vrignon.

2 – L'eau au cœur des combats

Des mégabassines aux usines d'embouteillage en passant par les mines et les data centers, la préservation de l'eau concerne presque chaque lutte de notre carte. La plus célèbre : celle contre les mégabassines. Ces dernières années, [plusieurs victoires juridiques ont été remportées](#) et des projets ont été réduits ou abandonnés. Nombre de bassines prévues à horizon 2026, dans le bassin du Clain, autour de Poitiers, ne seront ainsi pas construites.

« *Cela laisse penser que l'acceptabilité sociale de ces immenses retenues à usage agricole devient plus difficile. Le dispositif se réadapte avec des projets moins volumineux, qui apparaissent moins scandaleux* », explique Eloïse Berard, membre de l'Hydre, un réseau qui coordonne les luttes sur l'eau.

Outre les retenues d'eau agricoles, les data centers, très gourmands en ressources hydriques, sont de plus en plus nombreux, et de plus en plus contestés. Une douzaine de collectifs viennent de se créer sur le sujet. Enfin, l'Hydre prépare une cartographie des outils afin d'accompagner celles et ceux qui souhaitent se mobiliser pour préserver l'or bleu.

3 – Le difficile combat contre les ferme-usines

Face à la toute puissante FNSEA, le syndicat productiviste qui impose sa loi au sommet de l'État, les militants en lutte contre les ferme-usines ne baissent pas les bras. Le réseau Résistance aux fermes usines [Rafu](#) a listé une trentaine de collectifs actifs sur tout le territoire.

Et leur combat est loin d'être facile, surtout depuis la loi Duplomb qui favorise les installations industrielles en limitant les procédures de recours juridiques. Sur le terrain, certains militants subissent également des pressions. « *J'ai déjà eu des autocollants de l'Action française [un groupe d'extrême droite] collés sur mes poubelles. Les gens savent qui je suis et où j'habite. Certains militants ont démenagé car ils ont reçu des menaces de mort* », explique Romane, membre du Rafu.

Malgré tout, les opposants remportent des victoires, comme à [Langoëlan](#) dans le Morbihan, contre un poulailler géant qui devait exploiter 120 000 poules. « *C'était le premier d'un plan qui prévoyait la construction de 50 mégapoulaillers en Bretagne. Grâce à cette victoire, tout a été annulé* », se réjouit Romane.

4 – Le transport aérien repart de plus belle

Après une accalmie pendant le Covid, [le trafic aérien a repris de plus belle](#), au grand dam des collectifs écologiques. Le combat contre les [projets d'extensions d'aéroports](#) se poursuit malgré tout.

Les riverains et les associations écologistes se sont réunis dans une coalition baptisée [Restez sur Terre](#) qui souhaite ouvrir de nouveaux fronts contre les projets de [carburants durables](#) commençant à poindre en France, notamment à Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques – avec des projets d'usines pour brûler du bois pour produire notamment du "biokérosène" pour l'aviation.

« *Il s'agit de fausses solutions instrumentalisées par le secteur pour maintenir sa croissance* », explique Charlène Fleury, coordinatrice de Restez sur Terre. Elle souhaite également lancer la bataille culturelle pour que l'avion ne soit plus considéré comme un moyen de transport anodin, en s'appuyant sur l'ancien pilote d'Air France Anthony Viaux, qui a tout plaqué pour [devenir naturopathe](#).

Lire aussi : [Prendre le train en Europe : un casse-tête qui favorise l'avion](#)

Le combat reste difficile car « *il est dur d'avoir un comportement individuel vertueux quand on évolue dans un système qui fait tout pour qu'on prenne l'avion sans se poser de questions et où rien n'est favorable au train* », poursuit Charlène Fleury.

5 – Des projets routiers toujours plus nombreux

A69, A412, RN113... Comme pour les aéroports, les projets de développement routiers continuent de pulluler. Face à eux, la coalition [Déroute des routes](#), créée en 2022, rassemble aujourd'hui entre 40 et 60 collectifs, dont une quinzaine d'actifs. « *On a une boucle interne de veille très active sur tous les projets, notamment les anciens qui refont surface* », raconte Héléne Ilbert, membre de la Déroute et du collectif SOS oulala à Montpellier.

Elle donne l'exemple du retour de l'aménagement de la RD962 entre [Laval et Le Lion-d'Angers](#). « *Tout ça pour gagner quarante-cinq secondes sur le trajet. C'est toujours le même argument de fluidification du trafic contre un massacre de terres agricoles* », soupire Héléne Ilbert.

Cette coalition permet aussi de se soutenir, notamment face à certaines décisions de justice qui peuvent être contradictoires [comme dans le cas de l'A69](#). « *On ne peut jamais être sûrs d'une victoire. Il faut tout le temps se battre et le réseau nous aide à tenir* », conclut Héléne Ilbert.

6 – Toujours plus d'incinérateurs

Nos déchets débordent de nos poubelles et pour s'en débarrasser, on construit toujours plus d'incinérateurs. Près de 200 structures existantes ou en projet ont été recensées par l'association Zéro Waste. « *Il s'agit souvent présentés comme une bonne solution par les élus locaux. Mais la population a conscience que ce n'est pas le cas. Nous avons un enjeu à montrer leurs impacts sur la santé et l'environnement* », explique Chloé Dumas, responsable de la mobilisation citoyenne auprès des groupes locaux Zero Waste France.

Oxyde d'azote, dioxyde de carbone, mercure, plomb, cadmium ou arsenic s'échappent des cheminées pour contaminer les sols et les corps. Face à ce cocktail chimique, une trentaine de collectifs se sont lancés. Certains remportent même des victoires comme à [Planguenoual](#), en Bretagne, où le projet a été [abandonné](#). « *Les luttes locales permettent de sensibiliser la population aux mesures à prendre pour mettre en place le tri à la source. Mais c'est aux territoires de mettre en place les conditions du changement* », estime Chloé Dumas.

7 – Entrepôts logistiques versus terres agricoles

Ce sont de gigantesques hangars de stockage qui grignotent des terres agricoles. Des milliers de mètres carrés et des centaines de milliers d'euros dépensés dans des entrepôts construits le long des grands axes routiers. Le sujet n'est pas nouveau et de nombreux collectifs se battent depuis des années contre Amazon et consorts mais il n'existe pas encore de coalition nationale pour les rassembler. « *On s'envoie quelques messages, mais chacun manque de temps* », constate Clément Jourdain, membre de l'association l'association À bas le béton.

Rien que dans sa région, la Sarthe, il doit se battre contre neuf projets d'entrepôts menaçant 100 hectares de ce département rural sillonné d'autoroutes. Son arme : les recours juridiques, qui permettent de faire perdre du temps aux investisseurs et parfois de les faire renoncer.

Pour faire face au manque d'information et battre en brèche l'argumentaire des élus, séduits par les promesses d'emplois, les citoyennes et citoyens redoublent de combativité. « *Grâce aux collectifs, il y a aujourd'hui plus de résistance et une meilleure information au public* », assure Clément Jourdain.

8 – Data centers : une coalition naissante

Ce sont les petits nouveaux de la carte des luttes. Ces derniers mois, une douzaine de collectifs se sont créés pour lutter contre ces gigantesques centres de données qui se développent en France.

Selon le décompte du collectif [Le nuage était sous nos pieds](#), près de 45 data centers sont en construction [sur le territoire](#), en plus des 348 existants.

« *On est face à un rouleau compresseur de projets largement soutenus par l'État, qui veut les imposer par la loi simplification de la vie économique. EDF, Enedis et RTE se mettent en ordre de bataille afin de fournir l'infrastructure nécessaire à leur installation* », explique à Reporterre Max, membre du collectif.

Lire aussi : [Data centers : une carte exclusive des sites en projet](#)

Face à cela, les opposants espèrent mener des alliances avec d'autres collectifs car les data centers se trouvent à la croisée des luttes. « *Il s'agit d'une triple prédation, sur le foncier, l'eau et l'énergie. Ces infrastructures hébergeant aussi les algorithmes de la guerre, du contrôle social, participent à un extractivisme minier toujours plus meurtrier notamment en République démocratique du Congo, ainsi qu'à la relance du nucléaire* », détaille Max.

On ne va pas vous le cacher : à Reporterre, on est inquiets.

En France, l'extrême droite progresse dans de nombreuses villes et dans l'espace médiatique. Ailleurs, un néofascisme assumé gagne du terrain : l'extrême droite poursuit son ascension sur le continent américain, et pèse sur les décisions du Parlement Européen.

Ici, on rase des hectares de forêts, on bétonne des montagnes, on éventre des collines. Là-bas, on bombarde des sites pétroliers, on extrait, on fore toujours plus.

Le désordre est global mais ses conséquences sont toujours locales. Et la menace est écologique autant que démocratique.

Mais au milieu de la tempête, Reporterre garde le cap. Nous refusons de céder au sensationnalisme, à la panique et aux raccourcis.

Chaque jour, nous enquêtons, nous expliquons, nous documentons avec une ligne claire : informer plutôt qu'enflammer les esprits.

Chez Reporterre, il n'y a ni actionnaire, ni propriétaire, ni milliardaire : le média est à but non lucratif. **Nous sommes financés à 98% par 1,6% de nos lectrices et lecteurs.**

Concrètement, ça veut dire que :

- **Personne ne modifie ce que nous publions.**
- Nous ne cherchons pas à capter votre attention mais **à traiter les sujets qui méritent votre attention.**
- Nous pouvons laisser tous nos articles en **accès libre pour toutes et tous**, sans conditions de ressources.

Il n'y a pas d'action collective sans information libre.

Et c'est grâce à vous qu'elle peut exister.

👉 Un don d'1€, c'est déjà un geste fort.

👉 Un soutien mensuel nous permet d'investir, de financer des enquêtes, de penser dans la durée.

En échange de votre don, pas de t-shirt, pas d'articles réservés.

Mais un journalisme **libre, rigoureux et accessible à tous, toujours.**

Ça vous prendra moins de 2 minutes.

Merci ♥️

Je soutiens *Reporterre*

Si vous en avez les moyens, choisissez un soutien mensuel. Merci.

Abonnez-vous à la lettre d'info de Reporterre

- La Quotidienne
- L'Hebdomadaire
- L'Étincelle, la mensuelle 100% bonnes nouvelles

Courriel

Valider

Après cet article

[Entretien – Lutttes](#)

Les antinucléaires de Bure après leur expulsion : « Nous pouvons encore bloquer Cigéo »

Notes

Pour les joindre, c'est ici : contact@findecARRIERE.fr

Lutttes

Sur le même thème

[Lutttes](#)

Y a-t-il une lutte écologiste près de chez vous ? Notre carte de France

[Entretien – Lutttes](#)

Les antinucléaires de Bure après leur expulsion : « Nous pouvons encore bloquer Cigéo »

[Lutttes](#)

La gare de Luméville, haut lieu de la lutte contre Cigéo, expulsée après 19 ans d'occupation

[Lutttes](#)

La gare de Luméville, haut lieu de la lutte contre Cigéo, encerclée par les gendarmes

[Reportage – Lutttes](#)

« Parfois, on a de l'eau jusqu'aux genoux » : à Mayotte, des demandeurs d'asile survivent dans la mangrove

[Reportage – Lutttes](#)

« Ville verte, c'est une blague » : au Sénégal, un projet immobilier menace le lac Rose

[Reportage – Lutttes](#)

Vieille de 8 000 ans, une tourbière pourrait être anéantie par un projet autoroutier

[Lutttes](#)

Les associations écologistes prises en étau entre austérité et criminalisation

Articles récents

[Reportage – Nature](#)

Créer des mares en pleine ville : une jolie manière de lutter contre les moustiques

[Chronique – Animaux](#)

Chiens, oiseaux, chats... Quand les animaux copient les humains qu'ils côtoient

[Enquête – Violences sexistes](#)

Dans le monde agricole, le tabou des violences sexuelles

[Santé](#)

Cadmium : les flocons d'avoine fortement contaminés, selon une analyse

[Lutttes](#)

Y a-t-il une lutte écologiste près de chez vous ? Notre carte de France

[Climat](#)

La France a déjà atteint son « jour du dépassement »

[Entretien – Grands projets imposés](#)

Nouveau « choc de simplification » d'Emmanuel Macron : « L'environnement est sacrifié pour aller plus vite »

[Quotidien](#)

Le gouvernement veut réautoriser la location des passoires thermiques

À propos de *Reporterre*

Reporterre est un média indépendant dédié à l'écologie sous toutes ses formes. Le journal est géré par une association d'intérêt général à but non lucratif, et n'a donc pas d'actionnaire. Il emploie une équipe de journalistes professionnels, et de nombreux contributeurs. Le journal est en accès libre, sans publicité, et financé à 98% par les dons de ses lectrices et lecteurs.

En savoir plus

Rédaction

Reporterre
16 bd Jules Ferry
75011 Paris

Contactez Reporterre

Une question ? Consultez la FAQ

Les livres Reporterre / Seuil

RGPD

Recrutements

Conditions générales d'utilisation